



Les mille sources de la Colère

N° 136

SEPTEMBRE 2020

EDITO

Photonis va être vendu aux Américains. BorgWarner et Deshors sont promis à la fermeture. Mais la France et ces entreprises vont être sauvées. Si si, car Bruno Le Maire suit les dossiers. Pour le site d'Eyrein, le ministre a pris l'engagement de tout faire pour trouver des solutions industrielles innovantes afin de garantir un avenir au site, tout en demandant à BorgWarner de tout faire pour accompagner chaque salarié. Les actionnaires doivent trembler, Bruno a demandé. Roulement de tambour, et clap de fin. Tout faire ? En français, ça ne veut pas dire réussir. BorgWarner accompagnera les salariés, toutes et tous, mais vers la sortie, comme Deshors qui, en prime, va bénéficier d'une liquidation judiciaire et fera certainement l'économie d'un plan social coûteux. Celui qui règle l'addition, c'est le con qui paie, comme on dit. Encore une fois, ce sera le contribuable car ces entreprises ne reverseront pas un centime des crédits d'impôts perçus, des subventions allouées. Les machines, amorties, ne seront pas perdues pour tout le monde et continueront à produire, ailleurs. Et Photonis, dans tout ça ? Soyez rassurés, le maire de Brive a eu des garanties, il l'a dit à la presse le 20 juillet. Garantie 1 an ? 2 ans, avec une extension de garantie ?

Cela rappelle l'inauguration de la trésorerie d'Objat. Son maire avait dû en avoir lui aussi, des garanties. Mais depuis, malgré les sécheresses récurrentes, de l'eau a coulé dans la Vézère, dans la Corrèze, dans la Dordogne. Les garanties disparaissent quand le ticket de caisse devient illisible, quand il est tombé à l'eau, ou qu'on l'a perdu. Vous allez dire Le Maire, des maires, des garanties, des entreprises qui ferment, quel est le lien avec nos missions ? Le maillage, le territoire, l'humain. Nous ne vivons pas dans des tours d'Ivoire et sommes bien conscients de l'équilibre fragile d'une économie rurale qui s'appuie sur les quelques grosses entreprises du département. Nous voyons, tous les jours, les services que nous rendons à la population, l'importance de nos missions, motivés par l'égalité des droits pour les habitants du département, et, zone blanche ou pas, le même accès que pour les citadins des grandes villes. La seule réponse apportée par Bercy, avec la complicité active et coupable de la Direction, c'est le Nouveau Réseau de Proximité. Accentuer et accélérer les fermetures, tout en osant dire au personnel, aux élus, aux usagers, les yeux dans les yeux, que le service rendu n'en sera que meilleur. Plus c'est gros, plus ça doit passer. Même pris en flagrant délit de mensonge, la main dans le pot de confiture, ils affirment ne pas mentir. Même quand Numéro 2 tente en juillet dernier une improbable danse du ventre face au président du conseil départemental, et que le numéro fait flop, on ne se dégonfle pas : c'est Bercy qui arbitrera. Donc, en fait, les ploucs ça s'écoute pas, ça s'écrase.

**Lutte contre la précarité et la pauvreté, hausse des salaires, développement des services publics,
abandon définitif de la réforme des retraites :**

En grève le 17 septembre !

Chasseur de primes

Numérobis assume, les cadres A+ sont les grands gagnants de la prime spécial Covid à 1 000 € contrairement à des départements voisins. Bah, c'est bien connu dans la galère, il y a ceux qui rament et ceux qui donnent des ordres. Les deux sont complémentaires mais, si le chef est payé en conséquence à longueur d'année, le galérien, lui n'est bon qu'à ramer, un point c'est tout ! Numérobis aurait pu se voir poser la question du prix du pain au chocolat, nous nous sommes contentés du traitement d'un agent C débutant... Grand silence ! Environ 1 550 € tout compris. Nous aurions pu, aussi, lui opposer le salaire à peu près équivalent d'une infirmière en début de carrière. Bref, cela devrait faire mal à la conscience de certains en passant devant les hôpitaux mais ça ne devrait que ...

Marché de pays

Le 20 août 2019, en pleine opération séduction pour le NRP, Numéro 1 déambulait dans le marché de pays de Beynat en compagnie du Préfet et du président du Conseil Départemental. Pas de sortie similaire de Numérobis pour 2020, à notre connaissance. Après l'échec du filtre d'amour, la tendance est désormais au passage en force car les élus Corrégiens ne veulent toujours pas passer à la casserole. Alors à quoi bon courir la campagne ? À moins que ce ne soit la faute de la canicule et du Covid...

Droit dans les bottes !

Une collègue ayant perçu la prime (la petite, bien entendu) a bien compris que ce pourboire n'avait pour but que de désunir les collègues. Elle a donc invité toute son équipe au restaurant. Chez nous, on appelle cela la camaraderie, les libéraux appellent cela "l'esprit d'entreprise". Peu importe l'appellation, nous sommes très fiers de voir perdurer une solidarité qui tord le cou à l'individualisme.

POOL !

Dans les pools téléphoniques, dernier ball-trap organisé par notre ministère, les agents sont envoyés au casse-pipe sans aucune formation.

Heures sans fin passées au téléphone, pauses quasi inexistantes, tout pour craquer ! Bercy a été alerté mais, comme d'habitude, le bruit des coups fusils couvre les revendications.

Mirabelle appelle Eglantine

La cellule foncière de Brive, c'est Beyrouth, en mieux organisé. Dans "l'urgence, durable", des câbles téléphoniques cheminent au sol entre les bureaux, il faut faciliter la communication coûte que coûte... En ajoutant, sous les fuites de la toiture, un joli mopieur tant désiré, on obtient le nec plus ultra des facteurs de risques d'accidents du travail.

The Mask

Pas de remake de la superproduction hollywoodienne sur nos terres corrégiennes mais juste une mise en avant de la dotation des agents du département en masques lavables et réutilisables. Jusqu'à la fin du mois d'août, la direction a pris la mesure de l'enjeu, nous ne pouvons que le souligner. Et maintenant ? Ce serait dommage de perdre les derniers agents présents dans les services, ils peuvent encore servir.

Nouveau Réseau de Proximité

*Prêts pour un
moment de convivialité
Au pôle emploi?*



J'adhère en ligne à la CGT Finances Publiques >> ICI <<

Contacts

mail cgt.ddfip19@dgfip.finances.gouv.fr

tél : 07 66 81 95 30